

# **COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES**

## **RAPPORT BIENNAL**

(28 avril 1988 au 11 mai 1990)

## **CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

DOCUMENTS OFFICIELS, 1990

## **SUPPLEMENT N° 14**



**NATIONS UNIES**  
**Santiago du Chili, 1990**

516(XXIII) ACTIVITES DE LA CEPALC DANS LE DOMAINE  
DE L'ENVIRONNEMENT

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Considérant la résolution 44/228 concernant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui sera tenue en 1992, et la résolution 44/229 sur la coopération internationale dans le domaine de l'environnement, adoptées le 22 décembre 1989 par l'Assemblée générale, de la Déclaration de Brasilia sur le développement et l'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes, adoptée le 31 mars 1989 à la sixième réunion ministérielle sur l'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes, et la Déclaration de l'Amazonie, adoptée le 6 mai 1989, à la première réunion des Présidents des Etats signataires du Traité de coopération amazonique,

Considérant qu'il est impérieux, pour les pays de la région, de garantir, à court et à moyen terme, une croissance économique soutenue afin d'améliorer, d'une façon constante et substantielle, la qualité de la vie de leurs populations respectives, et qu'il est indispensable de parvenir à leur valorisation économique et sociale moyennant l'application de politiques propres à garantir un développement durable et écologiquement rationnel,

Consciente qu'il existe une différence entre les diverses perspectives et priorités relatives aux problèmes écologiques globaux et les problèmes écologiques régionaux,

Profondément préoccupée par la dégradation croissante de l'environnement, la pollution de l'eau, de la mer, de l'air et des sols, par l'utilisation irrationnelle des ressources naturelles et par l'appauvrissement rapide de la diversité biologique, qui sont souvent le résultat de politiques et de stratégies dans lesquelles il n'a pas été tenu compte des considérations environnementales,

Prenant note avec satisfaction du fait que la CEPALC possède une vaste expérience en matière de coopération technique et a accompli des progrès considérables pour favoriser l'intégration des considérations écologiques aux stratégies, politiques et processus de développement des pays de la région,

1. Accorde la plus haute priorité à l'étude de méthodes et de techniques propres à résoudre les graves problèmes provoqués par la dégradation rapide de l'environnement dans la région en général, et de l'environnement urbain-métropolitain en particulier;

2. Demande aux pays membres de la Commission de prendre des mesures concertées afin de coordonner les politiques et stratégies dans le domaine de la coopération technique et économique, et de

promouvoir des modèles de développement de plus en plus équitables et écologiquement plus rationnels;

3. Souligne la nécessité de renforcer la coopération entre tous les pays de la région, en particulier par un vaste échange de données d'information, de connaissances scientifiques et d'expériences face à la dégradation de l'environnement à l'échelon mondial et régional, moyennant l'identification, l'analyse, la supervision, la prévention et la gestion des problèmes de l'environnement dès qu'ils se manifestent, compte tenu des buts, des objectifs, et des plans de développement nationaux afin d'éviter de compromettre leurs priorités de développement;

4. Demande également aux pays de la région de contribuer, en mettant en commun leurs expériences les plus représentatives, à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, et notamment de participer à la Réunion régionale préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui aura lieu à Mexico en 1991;

5. Prie le Secrétaire exécutif de la CEPALC de redoubler d'efforts pour formuler de nouvelles propositions concernant la mise au point de modes de développement rationnels sur le plan écologique et social, dans le contexte de la consolidation de la coopération bilatérale et multilatérale entre pays de l'Amérique latine et des Caraïbes;

6. Recommande au Secrétaire exécutif d'intensifier, dans la mesure de ses possibilités, l'appui de la CEPALC aux pays qui en feront la demande, afin d'établir des lignes directrices en matière de coopération technique et de recherche multisectorielle dans le domaine de l'environnement, compte tenu des politiques propres à favoriser des modes de production écologiquement rationnels dans un climat d'équité croissante;

7. Prie le Secrétaire exécutif d'inscrire au budget de l'exercice biennal 1992-1993 les nouvelles activités de recherche et de coopération technique découlant des lignes directrices visées plus haut, ainsi que les ressources humaines permanentes requises pour garantir la pérennité de l'action de la Commission;

8. Prie instamment les pays membres des Nations Unies et les organisations financières intergouvernementales de contribuer, moyennant des apports volontaires, au financement de ces activités.

243e séance  
11 mai 1990